REGION REUNION
www.regionreunion.com

Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII)

Contrat de filière

BÂTI TROPICAL

/ RÉGION RÉUNION /

Financé par l'Union européenne

La nouvelle économie

La Réunion 2030

Sommaire

1. LE CONTRAT DE FILIERE, DE SA DEFINITION À SON APPLICATION 3
Définition 3
Production 3
Déclinaison territoriale du contrat 5
Gouvernance et suivi du contrat 5

2. PANORAMA SYNTHETIQUE ET CO-CONSTRUIT DE LA FILIERE BÂTI TROPICAL A LA REUNION 7
Périmètre et acteurs de la filière 7
Finalités de la filiere face aux enjeux du territoire et leviers d'action 10
Analyse SWOT 12

3. STRATEGIE ET FEUILLE DE ROUTE OPERATIONNELLE 13
Stratégie de la filière 13
Vue synthétique du plan d'actions 13
Détail des fiches actions 14
Système opérationnel de travail – rôles, processus et outils 22

4. SIGNATAIRES 23

5. ANNEXES 23
Quelques chiffres proches de la filière 13
Bibliographie 13

1. Le contrat de filière, de sa définition à son application

1.1 QUELQUES CHIFFRES PROCHES DE LA FILIÈRE

Le SRDEII définit le contrat de filière en ces termes :

« À l'issue du diagnostic, les acteurs et les pouvoirs publics s'accorderont sur un contrat de filière précisant l'ambition de la filière en matière de création de valeur, d'emplois, de transition écologique et énergétique et les moyens consacrés à un plan d'action partagé. »

Le contrat de filière apparaît comme l'aboutissement et la matérialisation de la démarche engagée par les comités de filières, et vise à dégager les priorités et les objectifs de la filière à moyen terme (en conformité avec le SRDEII). Il fait donc suite à une phase de concertation engagée à travers les comités de filières. Le contrat de filière est décliné sous la forme d'actions opérationnelles (à travers des fiches actions).

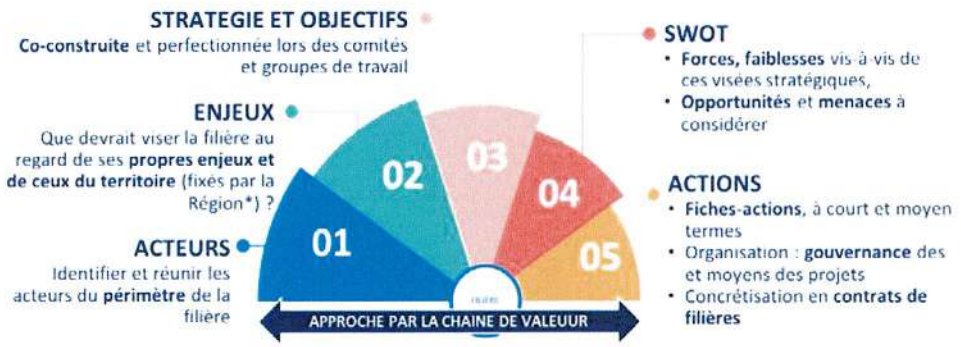
1.2 PRODUCTION

Les éléments de ce contrat, incluant le panorama synthétisé, sont issus d'un travail de recherche et de documentation[1] qui a été partagé avec les parties prenantes présentes de la filière.

- Il a tout d'abord été question début 2019, de cerner le **périmètre** de la filière (acteurs, activités) ;
- Puis de partager les **enjeux** autour des axes du SRDEII et de concrétiser les réflexions en posant collectivement les buts que devrait se fixer la filière pour une **filière dynamique, écologique et solidaire ;**
- Une **stratégie** a été formulée et validée par les acteurs ;
- A l'aune de cette stratégie les acteurs ont partagé les éléments constituants, sur toute la chaîne de valeur, les **forces et faiblesses** ainsi que les **risques** à prendre en compte et les **opportunités** saisissables.

Cela a permis de déboucher, fin 2019, sur un **plan d'action** de filière.

LE CHEMINEMENT SE RÉSUME DE CETTE MANIÈRE :



La crise sanitaire est venue percuter les travaux en cours. Il en ressort des échanges menés en 2021 et 2022 :

1) Fondamentalement, **la stratégie initiale reste un cap valide** pour les acteurs et globalement les pilotes des actions ont réitéré que celles-ci restent prioritaires pour le développement de la filière

2) Le **contexte en forte mutation** a demandé certaines reprécisions de la stratégie et le changement de pondération au sein et entre les actions. Concrètement :

· **Le système d'approvisionnement mondial,** qui subit des mutations de façon profonde et s'inscrivant sur la durée, provoquant de fortes hausses tarifaires de l'import, amène à repenser la construction, ses modèles et les stratégies de sourcing local. **Les matériaux locaux** deviennent des alternatives industrielles et économiques sérieuses et réalistes, si elles sont accompagnées d'effort de recherche et développement et soutenues par des décisions politiques (notamment en matière de commande publique) pour accompagner la transition de modèle économique

· **La dimension écologique** prend un essor face à la demande des réunionnais et l'état de saturation quasi permanente des centres d'enfouissement. Le secteur de la construction a généré 2,5 millions de tonnes de déchets en 2017 et seuls un quart de ces des déchets sont captés pour être valorisés

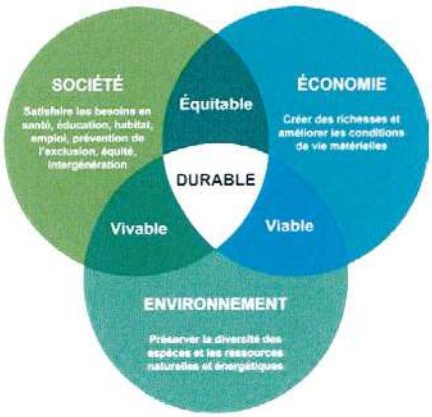
· **La faiblesse du pouvoir d'achat et l'évolution culturelle,** appuyées par **la volonté politique** locale, mettent l'accent sur **la dimension solidaire** et surtout **inclusive**. La participation/responsabilisation des particuliers de la conception à l'exploitation du logement, est une des réponses au besoin d'adéquation entre l'offre et la demande, chaque partie ayant des marges de manœuvre financière faibles

· Un choix de **gouvernance** de plus en plus **partenarial public-privé** et faisant le lien avec le foncier économique et les besoins des professionnels en termes de bâti.

RSE



2 Source : CERBTP 2021 : Observatoire des déchets & matériaux recyclés du BTP



Et bien entendu ces enjeux sociaux et sociétaux, environnementaux et économiques pourraient s'opposer. **C'est tout l'art du SRDEII, que de fédérer les acteurs pour passer de secteurs cloisonnés à une filière intelligente, c'est-à-dire de se concerter pour aboutir à une smart city réunionnaise.**

1.3. DÉCLINAISON TERRITORIALE DU CONTRAT

Conformément au SRDEII, le contrat de filière peut être décliné « à l'échelle des territoires en étroite concertation avec les EPCI. »

1.4. GOUVERNANCE ET SUIVI DU CONTRAT

Le **Comité de Filière** (CF) est un organe de production et de suivi du contrat et se décrit comme suit :

· Il est composé de représentants des services de l'État et de la Région, des organisations professionnelles de la filière, des pilotes de fiches-actions et d'organismes soutiens intégrés à la filière (Cf liste dans la cartographie). Il peut convier selon l'ordre du jour des contributeurs clés des actions.

· Il se réunit une à deux fois par an.

· Sa mission est de :

· **Piloter le contrat :**

· **Suivre l'état d'avancement** des actions et l'évolution des indicateurs

· **Évaluer** les résultats et **réajuster** (délais, contributeurs, contenu d'action, ...)

· Vérifier la **transversalité** entre les actions

· **Communiquer** ses conclusions à l'ensemble des parties prenantes de la filière et également lors d'instances connexes s'inscrivant dans un contexte plus global (en particulier le pilotage stratégique au niveau du SRDEII)

· Œuvrer à l'amélioration continue du dispositif

· **Le faire évoluer conformément aux besoins du territoire**

· En s'attachant à vérifier si le cap initial est toujours adéquat, à rester agile dans les objectifs des fiches-actions (ne pas hésiter à faire bouger les moyens du moment que la fin est toujours visée)

· En faisant le lien avec les actions menées par ailleurs. A ce titre, le Comité de filière doit impérativement interagir avec :

- **La commande publique** dont l'action est clé dans le développement ou non d'une sous-filière (matériaux, traitement de déchets)

- Les travaux de la **Spécialisation intelligente S3**

- Les EPCI et organismes dans l'impulsion d'une économie circulaire en matière de gestion des **déchets**

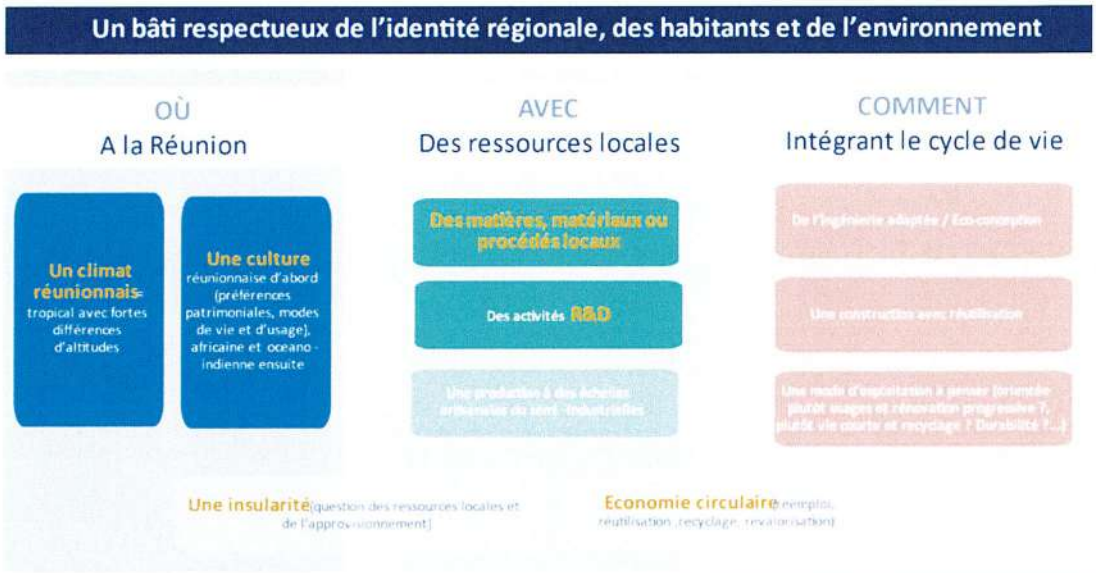
- **Tout autre projet en cours, et notamment le projet d'Ecole Ouverte du Bâtiment (ECOUBAT)**

2. Panorama synthétique et co-construit de la filière bâti tropical à La Réunion

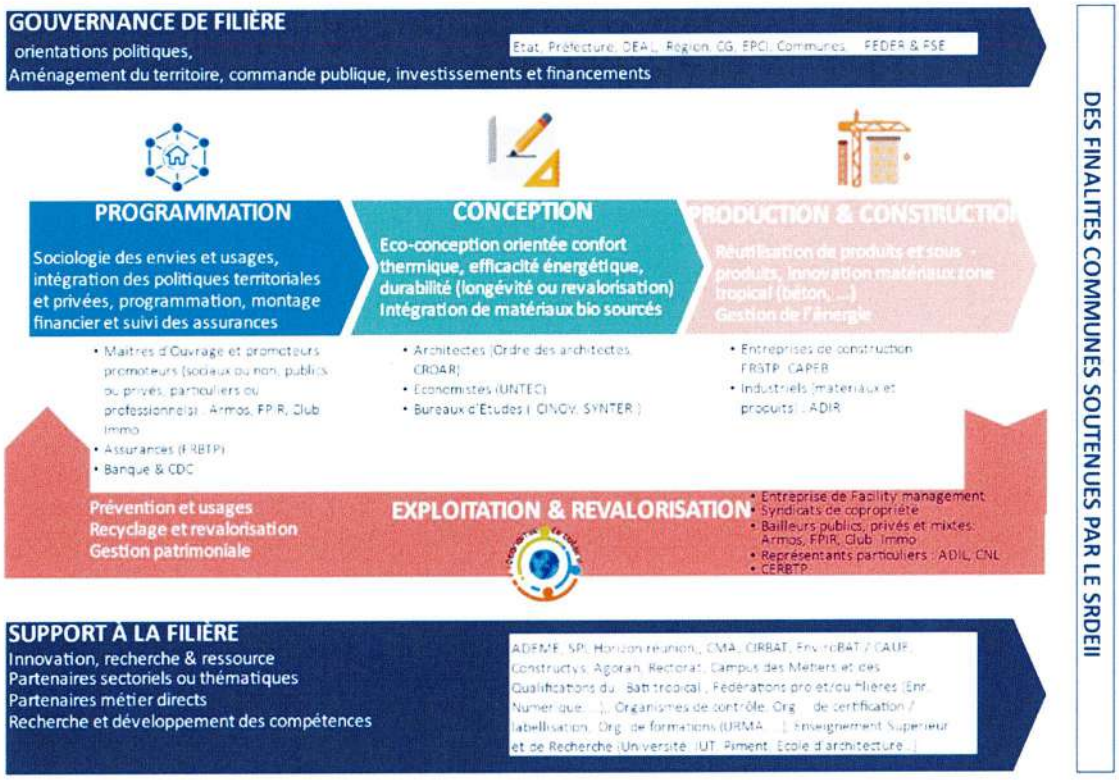
Le périmètre, les finalités, la stratégie et les acteurs seront amenés à constamment évoluer. Le comité de filière du 2 juin 2022 a abouti au cadre suivant.

Ce cadre a été réitéré lors de la révision du Schéma, intitulé « la Nouvelle Economie »

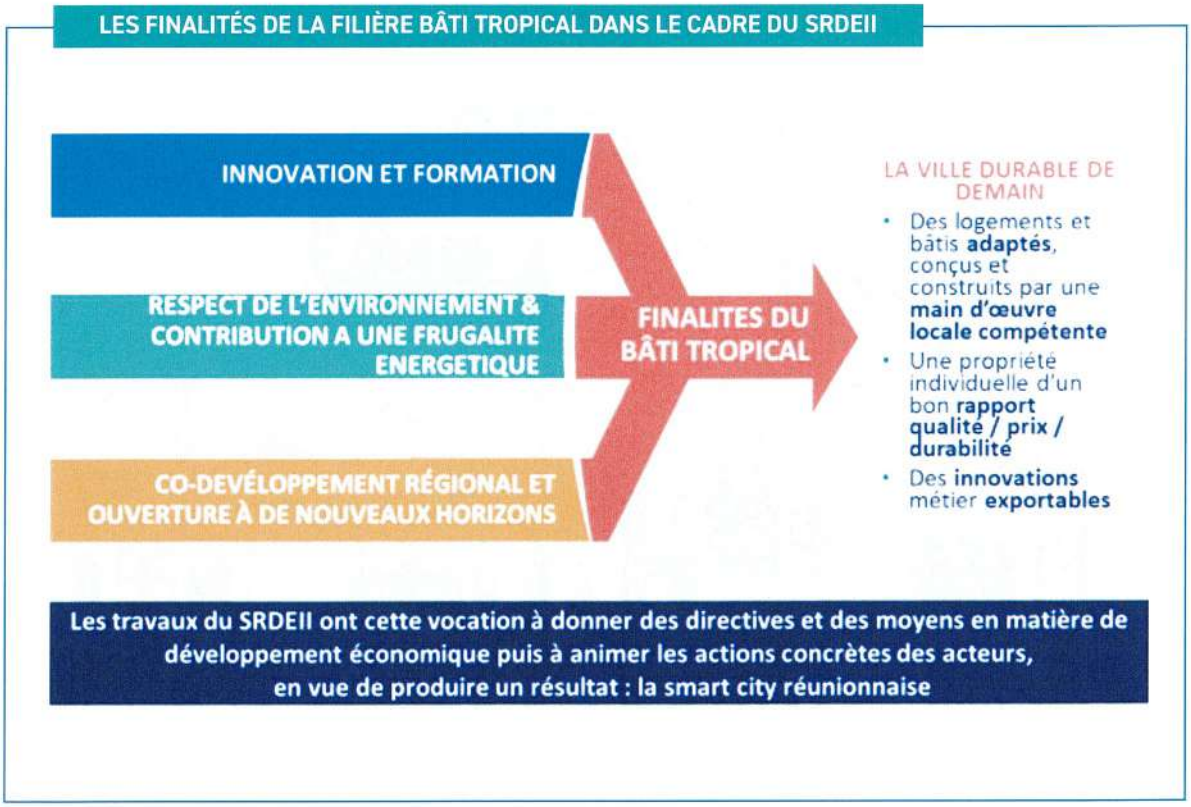
LE BÂTI TROPICAL, C'EST QUOI ET QUI ?



CARTOGRAPHIE DES ACTEURS DE LA CHAÎNE DE VALEUR



2.2. FINALITÉS DE LA FILIERE FACE AUX ENJEUX DU TERRITOIRE ET LEVIERS D'ACTION



2.3. ANALYSE SWOT

FORCES

- Augmentation du nombre d'habitant amenant à demande croissante d'habitat et un climat propice à l'expérimentation
- **Interactions naturelles** depuis des années entre parties prenantes de l'acte de construire, en local et dans la Région (ex: avec le Green Building Council), et implication des acteurs de l'énergie (électricité, photovoltaïque) dans la filière
- Des compétences locales spécifiques (ventilation naturelle, végétalisation, toiture,...)
- Un **écosystème de recherche** en lien avec la Qualité du bâti et les problématiques de zone tropicale fort (ex: 18 lauréats réunionnais sur les 28 de l'appel à projet du PACTE DOM TOM), une audace d'expérimentation de la part de certains Maitres d'Ouvrages (ex: Gymnase Cazal, médiathèque St Joseph, ...)
- Un **cadre possible pour des règlementations locales** : RTAA (Réglementation Thermique Acoustique Aération) DOM, Pérenne (PERformances ENErgétiques des bâtiments à La Réunion)

FAIBLESSES

- Filière insuffisamment caractérisée (plus large que le BTP, pas assez typée « Réunion »), **absence de structure fédératrice** (comme Témergie, SPL Horizon Réunion pour l'énergie ou l'ADIR),
- Un **arbitrage d'achat** de bâti encore trop orienté **« moins » disant**, sacrifiant au court terme, ne prenant pas en compte les couts sur le cycle de vie
- Des **compétences insuffisantes** (ex: nouveaux produits, étanchéité, isolation, petite climatisation, mais aussi conseil, chiffrage, organisation notamment dans le cadre de réhabilitation en site occupé,) et une offre de formation sous exploitée
- **Fragilité générale des TPE**
- **Versatilité française en matière de règlementation**, des règlementations nationales parfois inadaptées au climat réunionnais, difficultés à l'utilisation de matériaux en non homologués CE et cout financier à la certification de matériaux locaux

OPPORTUNITES

- **Synchronicité de la révision des schémas** (S3, SRDEII, POE FEDER)
- Les politiques de décentralisation donnent **plus de poids aux décisions locales**
- La prise en compte de **l'énergie est un levier de changement de l'offre** (et la demande, et d'activation de marché (adossement à la PPE, études de MDE, cadre de compensation des charges de service public de l'énergie) favorisant les travaux d'isolation, étanchéité, et plus largement tout ce qui a trait aux travaux et équipements visant les économies d'énergie
- La Réunion, un **lieu source** de compétences pour s'adosser à des groupes métropolitains pour répondre aux marchés africains, pour proposer des évolutions règlementaires adaptées à la géographie et aux climats tropicaux, et aller jusqu'à des normalisations régionales

MENACES

- Les métiers du BTP souffrent d'une **mauvaise représentation** et donc de vocations et compétences
- **Forte dépendance à la commande publique et à l'habitat social** dont les moyens tendent à décroitre (à nuancer avec les dispositifs conjoncturels type France Relance),
- Il y a déjà des partenariats existants entre pays de la zone (ex: COMESA: Common Market for Eastern and Southern Africa, regroupant 21 pays membres), pour faciliter les transactions et dont la Réunion ne fait pas partie, ce qui défavorise l'accès aux marchés
- Le travail d'adaptation aux spécificités locales est indispensable à la performance des bâtis et au développement d'un savoir –faire local, or le travail de reconnaissance, voire de normalisation est un temps très long, et la logique de moyens sur la logique de résultat prime

3. Stratégie et feuille de route opérationnelle

3.1. STRATÉGIE DE LA FILIÈRE

Une stratégie de filière indique une orientation collective et ne doit en aucun cas freiner les développements individuels des entreprises qui restent souveraines de leur stratégie.

Cette stratégie a été également reprise lors de la révision du Schéma.



3.2. VUE SYNTHÉTIQUE DU PLAN D'ACTIONS

Le contrat consiste, dans le cadre de la stratégie de filière, à déployer le plan d'action suivant, issue du Comité du 02/06/22 et réadapté par les porteurs en fonction des contextes rencontrés dans le cadre du déploiement opérationnel des actions lors ses premiers mois



3.1. DÉTAIL DES FICHES ACTIONS

3.1.1 FICHE ACTION 1 – ADÉQUATION OFFRE ET DEMANDE RÉUNIONNAISE

En quoi l'action concoure-t-elle au développement économique ?

En s'attachant à proposer des travaux et prestations qui correspondent aux attentes des réunionnais (ex : modularité et partage des locaux) et leurs besoins (ex : pouvoirs d'achat variés et variables)

ADÉQUATION OFFRE ET DEMANDE RÉUNIONNAISE

1

BESOIN IDENTIFIÉ, ENJEUX, OBJECTIFS & FINALITÉS

Rappel de la problématique et/ou des travaux réalisés

- Le Bâti tropical est avant tout réunionnais et doit s'inspirer de la **culture** (en préservant l'espace extérieur par exemple) **et des usages**
- Coté particuliers, le besoin en logement est étudié essentiellement d'un point de vue quantitatif, or la diminution de la prégnance familiale , la décohabitation, la culture du **système D** et de la résilience, la faible solvabilité, l'auto construction **au gré des possibilités financières** etc., amènent à une **inadéquation de l'offre au besoin** et les conséquences suivantes : **vacances**, utilisation non appropriée, **dégradation/vieillissement prématurée** du bâti, faible **performance énergétique**
- Coté professionnels, des **ZAE** sont vieillissantes sur le territoire et leur offre ne correspond pas aux attentes et **besoins des professionnels**(modularité, QVCT, services de proximité,...)

Description synthétique et résultats attendus du projet

- **Capter / centraliser la demande**
- **Intégrer l'occupant (propriétaire, locataire, particulier ou professionnel)** dans les réflexions, et ce à la conception, comme à la rénovation (voire l'auto rénovation), en vue **d'un usage durable et écologique**
- Développer un **savoir-faire en « expérience occupant »** : qualification de la demande, attentes et besoins
- **Expérimenter**
- **Sensibiliser** les acteurs sur toute la chaine pour éclairer les acheteurs (particuliers comme maitres d'ouvrage publics) sur les coûts de non qualité et les couts globaux

MOYENS À MOBILISER (financiers, organisationnels ...)

- Moyens de coordination
- Moyens de communication

RESPONSABLE D'ACTION / CONTRIBUTEURS

Porteur :

- Cible des particuliers : CNL
- Cible des professionnels : Région/ chaque EPCI (TCO et CIREST engagés)

Contributeurs

- Cible des particuliers : Soliha, EIE (espace info énergie), PTRE, Anah, compagnons bâtisseurs, syndicats de copropriété
- Cible des professionnels : GIP Ecocité, Agorah

Contributeurs toutes cibles

- DEAL, Chambre consulaires, ARMOS, FPIR, Club Immo , CROAR, CAUE, Synter , CINOV, CAPEB, FRBTP , SPL Energies Réunion

POINTS STRUCTURANTS DU PROJET / CLES DE SUCCES

Projets connexes, points incontournables, états de fait, prérequis

- PTRE et autres dispositifs et associations accompagnant les ménages à la rénovation
- Projets du Comité Foncier Économique
- Faire le lien avec les fiches actions « Centre de ressources » pour capitaliser sur une veille internationale et « Concertation territoriale » pour le lien Artisans-Grand public

Facteurs de succès

- Faire appel aux compétences et méthodes de la sociologie
- Valoriser les artisans, les acteurs de la chaine qui jouent le jeu (Ex « les artisans réunionnais s'engagent pour le climat ! »)
- Expérimenter

ADÉQUATION OFFRE ET DEMANDE RÉUNIONNAISE

1

CALENDRIER DES REALISATIONS OU LIVRABLES ET INDICATEURS VISÉS	
2022-2027	**2022-2027**

AXE des particuliers :
• Analyser :
  • compléter l'étude menée par l'ADIL dans le cadre du PDALHPD/PLOM auprès des locataires de logements sociaux
  • Proposer des études (par exemple sur les seniors) en vue d'étudier les solutions en matière de Construction/rénovation, canaux de communication, aménagement, création de services économiques et de santé
 	
Autres actions ou suite d'actions
• Analyser :
  • Confronter les études sur le logement collectif
  • Capitaliser sur les processus et logiciels de centralisation des demandes en logement social *(ex: cf. TCO)*
  • Etablir les fondations d'une identité de bâti réunionnais basé sur son art de vivre
• Proposer des solutions :
  • Proposer des expérimentation concrètes au regard des besoins. Et notamment : appels à projet liés à la **conception collaborative** et les "**appartements à finir**", élaboration de modèles de « **Case Péi** » au mieux disant, soutien à l'auto-rénovation
  • Faire le lien avec les actions liées à la professionnalisation des acteurs (professionnels et prescripteurs) pour **renforcer la dimension conseil** auprès du grand public
  • Mettre en place des **espaces de dialogue** avec les habitants
  • Soutenir l'**auto-rénovation**
  • Communiquer avec le grand public
	AXE des professionnels :
	• Quels objectifs et actions se fixer pour améliorer la connaissance des besoins en immobilier économique ?
	• Comment faire le lien avec les actions portées par le Gouvernance « Foncier économique » : plateforme de mise en relation dans le cadre du « 0 artificialisation », logiciels de centralisation des nouvelles demandes, actions d'animation de zones,...
	• Comment aménager et réaménager des zone intégrant des services de proximités, des services de location, des locaux modulables, des bâtiments comportant des outils d'apprentissage et d'expérimentation (FabLabs, atelier de prototypage rapide), des espaces partagés (salles de réunion, co - working, lieux de convivialité), ...

3.1.1 FICHE ACTION 2 - SERVICES D'ECLOSION DE MICRO FILIERE PRODUIT, PROCEDE OU MATERIAU

En quoi l'action concoure-t-elle au développement économique ?

Les contextes changent en permanence et l'innovation amène des réponses pour améliorer la Société et son Environnement. L'enjeu de cette fiche est de passer de la « bonne idée » à la « bonne application », et de mettre en place les conditions du développement commercial (certification, marketing, prospection, ...)

SERVICES D'ÉCLOSION DE MICRO FILIÈRE PRODUIT, PROCÉDÉ OU MATÉRIAU 2

BESOIN IDENTIFIÉ, ENJEUX, OBJECTIFS & FINALITÉS

Rappel de la problématique et/ou des travaux réalisés

- Un **approvisionnement** conjoncturellement et structurellement difficile et coûteux
- Une forte attente concernant la structuration et le développement de **filières de recyclage et réemploi**
- **Développement de filières locales** géo sourcées, bio sourcées encouragé (ex : filières bambou et chanvre, procédés anti-nuisibles, adaptation locale de procédés constructifs, ...)
- Des initiatives « innovation » nombreuses sur le territoire mais un **manque de lien** et de communication entre les acteurs innovation et entre ces acteurs et les collectivités ayant des besoins spécifiques et concrets et le domaine de la recherche
- Un **manque de lieux « démonstrateurs »** : bâtiments tests à l'échelle 1:1 etc.

Description synthétique et résultats attendus du projet

- **Enrichir l'offre de service du CIRBAT,** pour couvrir l'accompagnement de la technique à la commercialisation, en faisant le lien avec les autres acteurs et plateformes de soutien à l'innovation , sur base d'un retour d'expériences (ex : GE sur des procédés anti nuisibles)
- Positionner le CIRBAT comme le pilote du futur « Pôle innovation du bâti tropical » pour donner une **visibilité et une cohérence à l'ensemble des initiatives d'innovation à vocation économique**
- Favoriser la **convergence des flux de projets** en lien avec les innovations de produit, matériau ou procédé du bâti tropical, grâce à la redirection vers le CIRBAT par les autres acteurs de l'écosystème
- **Concentrer les outils et moyens techniques** nécessaires au prototypage et aux essais (laboratoires internes et partenaires)

RESPONSABLE D'ACTION / CONTRIBUTEURS

Porteur :

- CIRBAT

Contributeurs :

- Contributeurs clés : Région (S3-S5), La Réunion Innovation et RRI, ADIR
- Réseau multi expertises : Région FEDER, ADEME, DEAL, CDC, AFD, Qualitropic, CESER, Université, laboratoire (Piment), organismes certificateurs/de normalisation (CSTB, FCBA),), éventuellement les acteurs économiques, Technopole, organismes export, assureurs, incubateurs, CMQ

POINTS STRUCTURANTS DU PROJET / CLES DE SUCCES

Projets connexes, points incontournables, états de fait, prérequis

- PIA, Projets universitaires, PACTE, PIOM, S3-S5
- Cartographie de l'innovation (https://technopole-reunion.com/mapping-innovation/)
- Garantie du niveau de confidentialité souhaité par le porteur et le CIRBAT

Facteurs de succès

- Lien direct avec les travaux de la S3-S5 portée par la Région : clarification des compétences, personnes et organismes ressources sur la chaine de valeur de la R&D (Recherche, faisabilité, financement, prototypage, conformité et mise sur le marché), synchronisation avec l'animateur du futur Réseau Régional d'Innovation qui sera mis en place fin 2022 dans le cadre du S3-S5
- S'inspirer de projets (ex: solaire thermique) tant sur les réussites que les échecs, que les réseaux mobilisés
- Rester en cohérence avec l'évolution souhaitée du CIRBAT

MOYENS À MOBILISER (financiers, organisationnels ...)

- En interne : dédier un ETP (fiche de poste à décrire)
- En externe : prestation de cabinet d'études pour aider à organiser les rencontres avec les autres organismes et décrire l'offre de service

SERVICES D'ÉCLOSION DE MICRO FILIÈRE PRODUIT, PROCÉDÉ OU MATÉRIAU 2

CALENDRIER DES REALISATIONS OU LIVRABLES ET INDICATEURS VISÉS	
2022-2025	**2026-2027**

Mission « offre de service d'accompagnement » *(Calendrier contraint à la temporalité des projets pilotes qui seront accompagnés)*
• Identification d'un ou deux projet(s) « pilote » , formalisation des étapes d'accompagnement et ébauche d'un business plan
• Etablissement d'un premier jet de « contrat de service »
• **Formalisation progressive de l'accompagnement et structuration d'un réseau d'experts mobilisables** (organismes de financement, de subvention, organismes de certifications, de brevets, de normalisation, incubateurs, prescripteurs, acheteurs publics, ingénierie de projet pour le montage des dossiers de financement...)
• Bilans réguliers, du service apporté aux porteurs de projet et aux contributeurs
• Formalisation de l'offre de service du CIRBAT (positionnement, activités, distinction des compétences internes, des expertises qui seront toujours externes,...)
Mission de synergie des initiatives innovations – en lien avec l'objectif prioritaire du plan d'action de la S5 "Consolider un réseau régional d'accompagnement au service des usagers"
• **Cartographie** (puis actualisation) **de l'écosystème des réseaux d'innovations à la Réunion œuvrant notamment sur le champ du Bâti tropical** (experts techniques, dispositifs organisationnels, sources de financement) en s'appuyant sur l'annuaire RDI de Nexa (fiches des laboratoires de la Réunion) et clarification les fiches de rôles et missions de chaque acteur pour :
  • une répartition cohérente sur la chaîne de valeur et selon le degré de maturité des projets accompagnés
  • la création d'un modèle économique viable et pérenne où chaque acteur a un positionnement clair
• **Actions d'animation** (rencontres, salons type CANOPIA, visite de labos type LABTOUR de la Technopole etc.) avec les dispositifs et initiatives d'innovation du territoire (voire national) pour créer de la proximité entre les acteurs et croiser les projets – en lien avec groupe de travail « Culture de l'innovation » prévu dans le plan d'action de la S5, pour "Coordonner et soutenir les actions de sensibilisation à la culture de l'innovation et de l'entrepreneuriat"
• Apport des spécificités Bâti tropical à l'élaboration d'une méthodologie d'accompagnement globale et commune à tous les acteurs (de la responsabilité du CRI et notamment du COTECH "Accompagnement", en lien avec l'agence d'innovation)
• Etude de concentration des outils et moyens techniques nécessaires au prototypage et aux essais (laboratoires internes et partenaires)
	Pistes d'action
	• *Labellisation CRT (Centre de Ressources Technologiques) du CIRBAT pour réaliser du transfert de compétences*
	• *Positionnement du CIRBAT en tant que pilote d'un groupement d'acteurs en cohérence avec le Réseau Régional d'Innovation qui sera mis en place fin 2022 dans le cadre de la S3*
	• *Structuration de la mise à disposition de ressources spécialisées « location de matière grise » permettant aux entreprises ou porteurs de projet en phase amont de déléguer de la recherche, production de dossiers (thèses CIFRE, post-doc, BAC+5) et ainsi limiter les investissements initiaux avant la validation économique et technique d'une innovation*
	• *Co-fondation d'une SATT, Société d'Accélération du Transfert de Technologies intégrée dans le tissus industriel*

3.1.1 FICHE ACTION 3 - DPE DOM - DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE DOM

En quoi l'action concoure-t-elle au développement économique ?

L'obligation d'établir un diagnostic de performance énergétique (DPE), va faire sortir des bâtiments du marché. En effet certains n'auront pas le niveau minimal requis. Dans un marché déjà en tension, anticiper les travaux à mener en cohérence avec l'objectif d'économie d'énergie à atteindre est primordial.

AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

3

BESOIN IDENTIFIÉ, ENJEUX, OBJECTIFS & FINALITÉS

Rappel de la problématique et/ou des travaux réalisés

- **Retours d'expériences relatifs à des inadéquations de dispositifs et règlementations au contexte réunionnais** : la plateforme Ma Prime Renov' pas totalement opérationnelle, financements ECOPTZ très compliqués, une évolution sur le para cyclonique qui aurait pu être appliquée sans concertation locale si les acteurs ne s'étaient pas mobilisés
- Une opportunité à saisir avec la connaissance des calendriers législatifs (décrets en cours de sortie de la loi Climat et résilience) et des objectifs énergétiques et règlementaires : **le décret, relatif au diagnostic de performance énergétique (DPE), va sortir sur les DOM**
- Un besoin réunionnais avéré de disposer d'un nouvel outil incitatif pour connaitre et améliorer le parc
- ART-MURE : composante du programme SARE, service public de la rénovation soutenu par la Région, outil de diagnostic en cours de développement et d'expérimentation par la SPL Energies Réunion
- Des acteurs voulant **passer d'une logique de moyen** (ex : RTAADOM) **à une logique de résultat, pour** développer la recherche de nouvelles solutions et l'expertise locale

Description synthétique et résultats attendus du projet

- S'assurer que les **spécificités réunionnaises seront prises** en compte dans l'élaboration du futur outil diagnostic de performance énergétique DPE DOM en suivant les travaux qui vont mener à valider un outil
- **Accompagner par tous les moyens les acteurs** (professionnels et particuliers) à mener les travaux de rénovation énergétique pour que La Réunion atteigne les objectifs de Maîtrise de l'Energie (MDE) de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE) et **éviter aux logements les moins bien classés de sortir du marché** en mettant en avant la réalisation des audits énergétiques avec Effikaz (ex Art Mure)

MOYENS À MOBILISER (financiers, organisationnels ...)

- Ingénierie : FEDER, région, ADEME, programme CEE, , Plan vert, et moyens humains de coordination des acteurs
- Professionnalisation : moyens techniques de communication du guide
- Aide au travaux : LBU Amélioration, Cadre Territorial de Compensation, Région,FEDERDépartement ?, ...

RESPONSABLE D'ACTION / CONTRIBUTEURS

Porteur :

- FRBTP et SPL Energies Réunion

Contributeurs :

- DEAL, Région, ADEME, CAUE, Ordre des archi, acteurs de l'immobilier (chambre notariale, Club Immo, FPIR, ARMOS), Cobaty, assureurs (SMABTP)

POINTS STRUCTURANTS DU PROJET / CLES DE SUCCES

Projets connexes, points incontournables, états de fait, prérequis

- Ressources disponibles : Fiches du centre de ressources enviroBAT - Réunion (retour d'expériences sur réalisations de bâtiments) et autosaisie mise en place par le CESER sur les matériaux et qui qualifient notamment leur performance écologique
- Priorité à la MDE avant l'intégration des ENR
- Intégrer les **objectifs de rénovation à la Programmation Pluriannuelle de l'Energie**
- Lien à faire avec l'Analyse du cycle de vie des matériaux

Facteurs de succès

- **Volonté politique** affichée de développer un outil propre sur un périmètre plus large que le DPE
- Echanges avec le **DHUP**
- Outil tenant compte de la performance thermique et qui intègre les énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque...)
- Outil libre de droit
- Territorialisation des bases de données du DPE Réunion
- Construction de l'outil et du guide d'utilisation avec les professionnels et inclusion des élus
- Mise en place d'un « accompagnateur renov »

AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE

3

CALENDRIER DES REALISATIONS OU LIVRABLES ET INDICATEURS VISÉS
2022-2027

- **Suivre l'élaboration du futur outil DPE DOM** , qui doit être rédigé par la DHUP (Direction de l'Habitat, de l'Urbanisme et des Paysages), afin de s'assurer de la prise en compte des éléments pertinents indispensables à l'évaluation des performances énergétiques des bâtiments dans le contexte réunionnais :
  - Lors de l'état des lieux et de la classification de E à A.
  - Lors de la fixation des objectifs d'amélioration, en particulier
    - Pour tenir compte des capacités du marché, à savoir :
      - Coté demande : potentiel économique, aides mobilisables, leviers règlementaires, ...
      - Coté offre : capacité des acteurs (volume, compétence, outils et moyens, matériaux, ...)
    - Et pour définir des bouquets de travaux pour changer de classe adéquats
- Pour ce faire il convient de réaliser l' analyse juridique du texte de la directive qui encadre le DPE et avoir une approche globale entre l'exploitation et l'investissement.
  Autour de ce cadre, il sera intéressant d'élargir la réflexion à l'innovation des matériaux, la gestion des déchets, l'analyse du cycle de vie

- **Accompagner par tous les moyens les acteurs** pour que La Réunion atteigne les objectifs de Maîtrise de l'Energie (MDE) de la Programmation Pluriannuelle de l'Energie (PPE), ce qui signifie d'intégrer dans le périmètre tous les logements, intégrant le bâti et tous les usages de l'énergie... ce qui est au delà du réglementaire
  - Fiabiliser l'outil Effikaz (Ex art-mure) (comparaison avec des outils de simulation thermique dynamique)
  - Inciter les acteurs à commanditer des audits énergétiques avec Effikaz ,
  - Accompagner la filière avec
    - Informer les entreprises et les propriétaires et locataires sur les mesures incitatives au passage à l'acte de rénovation
    - Accompagner les professionnels : formations initiale/continue, guide technique, certification, équipements, ...

- Faire le lien avec les actions de professionnalisation du SRDEII (Fiche -Action « Concertation territoriale) pour assurer la diffusion et la mise en œuvre des bonnes pratiques

3.1.1 FICHE ACTION 4 - MUTUALISATION DE MOYENS

En quoi l'action concoure-t-elle au développement économique ?

Les TPE/PME pour tenir le choc de la crise sanitaire, de la crise de l'approvisionnement etc. doivent s'engager sur de nouveaux modèles ? Ici, ils seront encouragés, tout en gardant leur esprit d'entreprise et indépendance, à partager des compétences, faute d'avoir les moyens et le besoin d'embaucher unitairement. La mutualisation est considérée comme facteur de pérennité et gage de qualité.

MUTUALISATION DEMOYENS

4

BESOIN IDENTIFIÉ, ENJEUX, OBJECTIFS & FINALITÉS

Rappel de la problématique et/ou des travaux réalisés

- Dans un contexte de crises sanitaires, de crise de l'approvisionnement, de guerre en Ukraine, ... nous vivons une mutation totale de la façon de consommer
- Besoin d'inventer de nouveaux outils de solidarité de développer une économie de la fonctionnalité, de l'usage
- Besoin d'aller vers un approvisionnement plus régional (OI, Afrique du sud)

Description synthétique et résultats attendus du projet

- Inciter à la **mutualisation des moyens** entre TPE/PME, comme axe de pérennité et gage de qualité
- En particulier en ce qui concerne les **achats, l'ingénierie technique et financière de chantier et le conseil technico-financier aux particuliers**

MOYENS À MOBILISER (financiers, organisationnels ...)

- Des moyens humains (à quantifier) pour établir le contact avec le terrain
- FACT (Fonds Pour L'Amélioration Des Conditions De Travail) de l'Anact

RESPONSABLE D'ACTION / CONTRIBUTEURS

Porteur :

- CAPEB

Contributeurs :

- CCI, CMA, FRBTP

POINTS STRUCTURANTS DU PROJET / CLES DE SUCCES

Projets connexes, points incontournables, états de fait, prérequis

- S'inspirer du Groupement d'employeur, d'insertion et de qualification (**GEIQ BTP**) qui fournit un service mutualisé de recrutement, de qualification et d'accompagnement des futurs collaborateurs des entreprises membres, du Groupement d'Employeurs du Sud Sauvage (**GES**) qui mutualise des salariés en fonctions support ou encore la **Coopérative arbre**

Facteurs de succès

- Inciter sans contraindre
- Éviter les incitations financières directes qui biaiseraient l'intérêt

CALENDRIER DES REALISATIONS OU LIVRABLES ET INDICATEURS VISÉS

2022-2025

- Etudier les facteurs de succès des groupements (formes, statuts, règles, fonctions mutualisées, initiatives, business plan...) de la Réunion et hors Réunion
- Sonder le besoin auprès d'entreprises
- Conduire le changement : communiquer auprès des entreprises, organiser des rencontres entre entrepreneurs ayant des synergies potentielles ,accompagner méthodologiquement à la transition les entreprises partantes, faire et partager une retour d'expérience et valoriser les succès

3.1.1 FICHE ACTION 5 – CONCERTATION TERRITORIALE

En quoi l'action concoure-t-elle au développement économique ?

Il existe des formations mais nombre d'artisans ne semblent pas au fait de ces méthodes, techniques ou outils, impactant directement la performance énergétique de ces solutions ou ne couvrant pas les nouvelles demandes du marché. Elever le niveau de connaissance et compétences des entreprises, permet à ces nouveaux produits, procédés, matériaux, d'avoir des débouchés auprès de ces entreprises, qui à leur tour pourront élargir leur champ d'intervention et donc se développer.

CONCERTATION TERRITORIALE

5

OBJECTIFS & FINALITÉS

Rappel de la problématique et/ou des travaux réalisés

- Le milieu tropical et particulièrement la géographie réunionnaise avec ses micro-climats et ses paliers, nécessite
  - Une architecture adaptée (ex: favorisant la ventilation naturelle, utilisant la végétalisation comme régulateur etc.)
  - Une **maitrise technique** en matière d' **isolation, étanchéité, de pose et maintenance de panneau photovoltaïque en toiture et de chauffe-eau solaire, pose de climatisation, menuiserie et alu,**
  - La compréhension et l'application de **nouvelles méthodes et/ou techniques,**globalement (comme le BIM ou la domotique, par ex) ou dans les domaines clés cités, et plus largement les sujets en lien avec la ville durable de demain /Smart City qui seront en lien avec l'énergie et la gestion de l'eau et l'économie circulaire et gestion des déchets
- Au-delà des spécificités réunionnaises, la filière souffre d'une **représentation** peu valorisante des métiers et d'une pénurie de main d'œuvre (ex : carreleurs, plombiers , plaquistes, ...)
- Il existe des formations mais **nombre d'artisans ne semblent pas au fait de ces méthodes, techniques ou outils, impactant directement la performance énergétique** de ces solutions ou ne couvrant pas les nouvelles demandes du marché
- La **transition numérique** va devenir une question de survie avec les obligations (facturation électronique, maquettes BIM, ...) et le modes de sélection des entreprises (référencement sur internet, ...)

Description synthétique et résultats attendus du projet

- Instaurer une **dynamique de concertation** entre tous les maillons de la chaine pour partager des diagnostic et l'identification de solutions pour favoriser une montée en compétences effective
- Résultat attendu : un **taux de sinistralité diminué,** une **performance environnementale accrue** et une expertise reconnue et exportable sur ces techniques tropicales

CONTRIBUTEURS

Porteur :

- Constructys

Contributeurs clés :

- Acteurs économiques et représentants de la chaine (MOA, MOE, assureurs, construction) et leurs OPCO (AKTO?), AQC, ADEME, SPL Horizon Réunion, CMA, DRAFPIC, CMQ, Centre de ressources/associations, CPREF BTP, ADIR, SICR, EDF (Agir +) ?

POINTS STRUCTURANTS DU PROJET / CLES DE SUCCES

Projets connexes, points incontournables, états de fait, prérequis

- Sur le volet attractivité : lien à faire avec la DIRED
- Sur le volet montée en compétences,
  - s'inspirer des actions « Reconnu Garant de l'Environnement (**RGE**) » (avancées et limites) et des organisation en relais des centres de ressources métropolitains avec les fournisseurs de matériaux
  - S'inspirer du parcours **Feebat** et du plateau **Praxibat** , sanctionnés par un label et dont des déclinaisons outre-mer sont en train d'être proposées
  - Faire le lien avec les offres de formation et clubs
- Globalement être totalement **en lien ave les fiches du SRDEII**: « DPE DOM » et « Centre de ressources » pour bénéficier de veille et guides, puis en continuité des « Services Eclosion, de filières » pour comprendre les besoins et activer l'appropriation des évolutions des métiers

Facteurs de succès

- Identifier et mobiliser absolument **l'ensemble des acteurs pertinents** pour partager les diagnostics et mener les actions de façon collaborative; ma clé réside avant tout dans le décloisonnement
- Penser **système/parcours** : montée en compétence + potentiel de marché + certification + action sur le terrain

MOYENS À MOBILISER (financiers, organisationnels ...)

- Un acteur qui organise et anime les rencontres de façon impartiale
- AMI sur la mise en œuvre des réponses : plateforme pédagogique, conseillers de terrain....

CONCERTATION TERRITORIALE

5

CALENDRIER DES REALISATIONS OU LIVRABLES ET INDICATEURS VISÉS
2022-2027 (action itérative)

- **Diagnostic** : partant des **sinistres** (rapport Observatoire de la Qualité de la Construction : https://qualiteconstruction.com/publication/rapport-observatoire-qualite-construction-edition-2021/), d'une **demande du marché** insuffisamment couverte (pose de **nouveaux matériaux** par ex) ou de **nouveaux usages incontournables** (facturation électronique par exemple), établir une dynamique de diagnostic des causes qui soit concerté et multi partite :
  - Contributeurs clés : l
    - Détenteurs de ressources et infos : AQC, Assureurs, voire ADEM, SPL, EDF
    - L'ensemble des opérateurs de la chaine = MOE/BE, MOA , construction via organisations patronales, fédérations, association ou syndicats et adhérents
    - Le 2ème cercle : CPREF BTP (s'assurant d'avoir la voix des professionnels du terrain) , AKTO (opco des BE et MOE), opco des MOA et promoteurs immobiliers (AKTO ?), ADIR, SICR, EDF ? (Agir +) ?
  - Autres contributeurs : OS, MEDEF, CPME

- **Ingénierie de réponses**: définir un panel de solutions, en mettant en perspectives les potentiels de marché, ou de réduction des sinistres, s'appuyant sur les autres fiches -actions (qui ont pour objet de structurer des sous-filière, de « faire des artisans des conseillers », ...)
  - Volet **formation** : mentions complémentaires, adaptation des référentiels, formation continue, mooc, plateaux pédagogiques, Afest, ...
  - Volet **information/sensibilisation/démonstration** : à destination de tous les publics (clients, professionnels, prescripteurs,...), cellule de veille sur l'ensemble des aspects (réglementaire, technique...)
  - Volet **accompagnement** : aide à la mise en œuvre sur le **terrain**, organisation de **concertations** entre acteurs, aide au **financement d'équipements, labellisation** ...
  - Contributeurs : acteurs formation, insertion, financements, ressources (CMA, académie, OF, ARFAB, DIECCTE, Région, ...)

3.1.1 FICHE ACTION 6 – CENTRE DE RESSOURCES

En quoi l'action concoure-t-elle au développement économique ?

Il est couteux et chronophage pour les entreprises de se tenir informées des évolutions règlementaires, normatives, technologiques et d'avoir des réponses opérationnelles. Mettre à disposition des bases de données adaptées via des outils de type,plateforme, une retraduction règlementaire accessible, des guides (ex : la construction frugale, le cout global) leur permet de rester en prise avec le marché tout en se concentrant sur leur business.

CENTRE DE RESSOURCES « CHEF DE FILE » EN MAÎTRISE DU BATI TROPICAL

6

BESOIN IDENTIFIÉ, ENJEUX, OBJECTIFS & FINALITÉS

Rappel de la problématique et/ou des travaux réalisés

- Il existe déjà des centres ou clusters : Le CIRBAT, l'ADEME, La Technopole, le SPIR, GIP Ecocité, EnviroBAT Réunion/CAUE, ...et d'autres savoir **des initiatives et des savoirs éparpillés**
- Les TPE/PME sont moins concernées par les centres existants et organismes ressources
- Besoin d'un **chef de file** qui fasse office **de porte d'entrée** (*le google/Waze local*), à ces **« bibliothèque de savoirs » locales** et les enrichissent d'une **veille internationale**
- Besoin d'agir sur les deux fronts : la **dématérialisation pour rassembler** (artificiellement) **et diffuser** le socle de connaissances et **l'animation de terrain** pour faire connaitre et faire vivre

Description synthétique et résultats attendus du projet

- Projet : **étoffer un centre identifié, qui** proposera une **offre de services** et des **actions d'animation** de la filière **s'appuyant sur des réseaux et relais**
  - Les services doivent assurer une part de financement (+/ - 50%)
  - L'animation de la filière, doit être au plus proche du terrain, dans une optique cohérente avec la feuille de route, à savoir visant le **décloisonnement** et efficace dans le sens où elle tient compte des spécificités des différentes cibles (portant une attention particulière aux usages des **TPE/PME de la construction)**
- Finalité : augmenter la **qualité des opérations de construction et rénovation, notamment en termes énergétiques et environnementaux**

MOYENS À MOBILISER (financiers, organisationnels ...)

- Financement FEDER
- **Convention d'engagement entre les différentes parties prenantes (notion de temps et de moyens)** mais pas de nouveau véhicule juridique à ce stade

RESPONSABLE D'ACTION / CONTRIBUTEURS

Porteur :

- Région - SPL Energies Réunion

Contributeurs :

- Contributeurs clés : DEAL, Centres de ressources existants principaux (CIRBAT, CAUE/EnviroBAT - Réunion, SYOP, Formanoo,...), Acteurs détenant de la documentation (URMA, Lycées professionnels, Ecole d'architecture...) Constructys
- Pour concertation /relai : Campus des métiers, Université / laboratoire PIMENT, porteurs des projets PACTE

POINTS STRUCTURANTS DU PROJET/ CLES DE SUCCES

Projets connexes, points incontournables, etats de fait, prérequis

- Faire le lien avec les diagnostics et préconisations de la FA « Concertation territoriale », avec OMBREE le programme inter Outremer pour des Bâtiments Résilients et Economes en Energie) porté par l'AQC, avec SARE, avec le Projet PACD, ...
- S'inspirer des retours d'expérience des centres de ressources de métropole (ex: EnviroBAT méditerranée)
- Un financement de moyen terme assuré pour éviter de passer du temps à courir après les financements
- Clarifier le périmètre et les synergies possibles avec le projet de la FA « Plateforme open data »

Facteurs de succès

- Baser l'offre de service sur une **étude de marché** (ce qui est couvert, ce qui manque, **communication** correspondant à un public de professionnels plutôt jeune (ex: en mettant en place des outils numériques « user-friendly »)
- Porter une vraie **identité de la filière** dans le centre de ressources, porter des réalisations concrètes et en faire le marketing, au niveau de la Réunion, comme à l'international en valorisant l'innovation Réunionnaise
- Assurer la **circulation de l'information** depuis le centre et vers l'extérieur, avec implication de tous les groupes d'acteurs de la chaine ET définition claire des acteurs « actifs » et des parties prenantes à tenir informés ; Assurer impérativement la diffusion de connaissances aux entreprises PAR les acteurs de terrain
- **Mesurer** la plus-value et attirer des investisseurs

CENTRE DE RESSOURCES DU BATI TROPICAL « CHEF DE FILE » EN MAÎTRISE 6

CALENDRIER DES REALISATIONS OU LIVRABLES ET INDICATEURS VISÉS	
2022-2025	**2026-2027**
• Etude des besoins et profils des professionnels, identification de la mission, du périmètre, des activités, des outils privilégiés , des interactions souhaitables avec les autres centres, des territoires susceptibles d'accueillir le centre de ressources, des modalités de financement (via prestation ou AMI) • Clarification des rôles, responsabilités et financements des moyens à mettre en œuvre pour le center « chef de file » • Mise en place de ses premières actions; notamment valorisation des manifestions et évènements organisés par les différents acteurs clés de la réunion, de la zone voire à l'international, voire la centralisation en ce qui concerne les acteurs locaux	• Bilan • Consolidation avec développement des outils, éventuellement du périmètre en termes des cibles métier de professionnels, ou zone géographique ou en termes de mission

DETAIL D'ELEMENTS DE STRUCTURATION DU CENTRE PROPOSES ET A VERIFIER LORS DE L'ETUDE DE BESOINS

Outil envisagé : Pergola. interDOM et « neutre », Pergola permet de créer un espace unique de type plateforme pour mutualiser les différentes ressources locales relatives aux bâtiments et aux économies d'énergie, permet de réunir les données sans déposséder les acteurs

Exemples d'offres de service

- S'inspirant d'EnviroBAT Méditerranée (https://www.envirobatbdm.eu/) : Sur base d'un travail de de fond de veille de mise à jour des référentiels thermiques et énergétiques (sur base du référentiel PERENE par exemple, Bati Péi) proposer :
  - Une **veille outillée** à la carte (diagnostic, veille, accompagnement)
  - Un accès à la mise à disposition d'un **base de données adaptée au territoire** et une **retraduction règlementaire accessible** de guides (ex: la construction frugale, le cout global)
  - Des **prestations** de suivi/bilan de la consommation énergétique du bâti pour les MOA publics et privés (cf. décret tertiaire no 2019771 du 23 juillet 2019 : https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000038812251)
  - **Formation** – EN LIEN AVEC LA FICHE ACTION «CONCERTATION TERRITORIALE » (ex: ventiler les bâtiments, construire en matériaux biosourcés,...)
  - **Animation** : rencontres d'affaires, hackathon, sensibilisation sur le lieu de travail, visites, ...
- Autres activités :
  - Accompagnement politique publique (participation aux instances régionales)
  - Réponse à des **appels à projets** du territoire

RH :

- Le retour d'expériences EnviroBAT Med indique une dotation minimale de 4 ETP (et jusqu'à 7). Pour la Réunion, il convient d'organiser cette répartition entre les ETP internes au Chef de file (2 à 3 ETP?) et les ETP externes, conventionnés dans les autres structures (0,25 à 1 par structure ?)
- Compétences techniques et relationnelles : capacité à parler à des artisans, comprendre leur métier, les faire-évoluer, capacité à retraduire des études, maitrise des méthodes de travail et de communication via outils collaboratifs et numériques
- Compétences organisationnelles : capacité à faire et capacité/légitimité à faire faire, à être reconnu comme un référent incontournable bien que non hiérarchique, forte autonomie (réunions tôt le matin, tard le soir aller sur des chantiers)

3.2. SYSTÈME OPÉRATIONNEL DE TRAVAIL – RÔLES, PROCESSUS ET OUTILS



- **Parties-prenantes de la filière :** opérateurs et fédérations représentatives, institutions publiques, donneurs d'ordre et financeurs, organismes de recherche, structures de formation, ... (cf. cartographie)
- **Pilotes et contributeurs** clés d'une fiche action
- Un **consultant projet** (PMO – Project Management Officer) référent et un binôme

- **Le Comité de filière (CF) :** organe de pilotage stratégique
- **Les Groupes de travail (GT) :**
  - Ont pour cadre les fiches actions
  - Le pilote est garant de l'avancement des actions de sa fiche
  - Le pilote organise des bilatérales ou des réunions selon le sujet à adresser
  - Se fait accompagner du PMO du SRDEII qui apporte un soutien méthodologique pour structurer le travail et aider le pilote à rendre compte en Comité de filière

- Mise à disposition d'une **gestion documentaire partagée en ligne,** avec des répertoires de travail (par Groupe de travail) et des répertoires « ressources » communs et partage des supports et comptes-rendus des Comités de Filière
- **Outil de planification** de projet à la demande
- **Méthodes d'animation** en intelligence collective (world café, approche chaîne de valeur, constellation, forces-faiblesses-opportunités-menaces vis-à-vis d'un objectif (SWOT- Strengths Weaknesses Opportunities Threats), ...)

4. Signataires

Région Réunion

Huguette BELLO

CIRBAT

Lilian RINGUIN-VELLEYEN

CAPEB

Cyrille RICKMOUNIE

CNL

Michel SAINGAINY

Constructys

Adrien BOISEDU

FRBTP

Stéphane BROSSARD

Energies Réunion

Jean-Pierre GHABRIAT

Saint-Denis, le 11 FEV. 2025

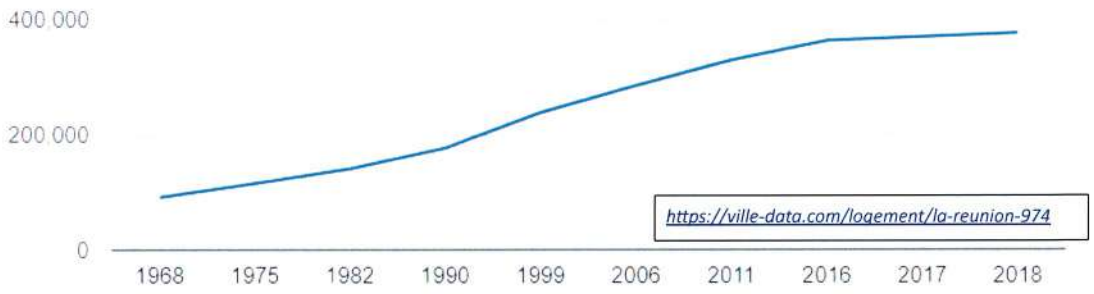
5. annexes

5.1. QUELQUES CHIFFRES PROCHES DE LA FILIÈRE

LA RÉUNION C'EST

- Près de 870 000 **habitants** (2021)
- 303 000 **emplois** salariés et non salariés (2020) (dont 190 000 salariés privés et intérimaires)
- 375 000 **logements** (2018) dont
  - 81 000 logements sociaux (2021)
  - Dont 50 % de propriétaires
  - 2/3 en maison et 1/3 en appartement
  - Au 31/05/22 : · 8 500 Logements autorisés et 7500 Logements commencés
    · 375 000 m² de locaux autorisés et 316 000 m² de locaux commencés

NOMBRE DE LOGEMENT À LA RÉUNION PAR AN DE 1968 À 2018



LE BTP (métiers de la conception et construction bâtiments publics et privés, industriels ou non, et des infrastructures), **l'industrie des matériaux (bâtiments et travaux publics) et les activités immobilières, c'est**

- Entre 16 et 18 000 emplois salariés dans le BTP (soit environ 10% de l'emploi salarié à la Réunion), 1000 dans l'industrie des matériaux et 2500 dans les activités immobilières
- 2250 entreprises employeuses contre 6000 non-employeuses dans le BTP, une forte majorité de petites entreprises. Les majors situés dans l'Ouest et le Nord de l'île

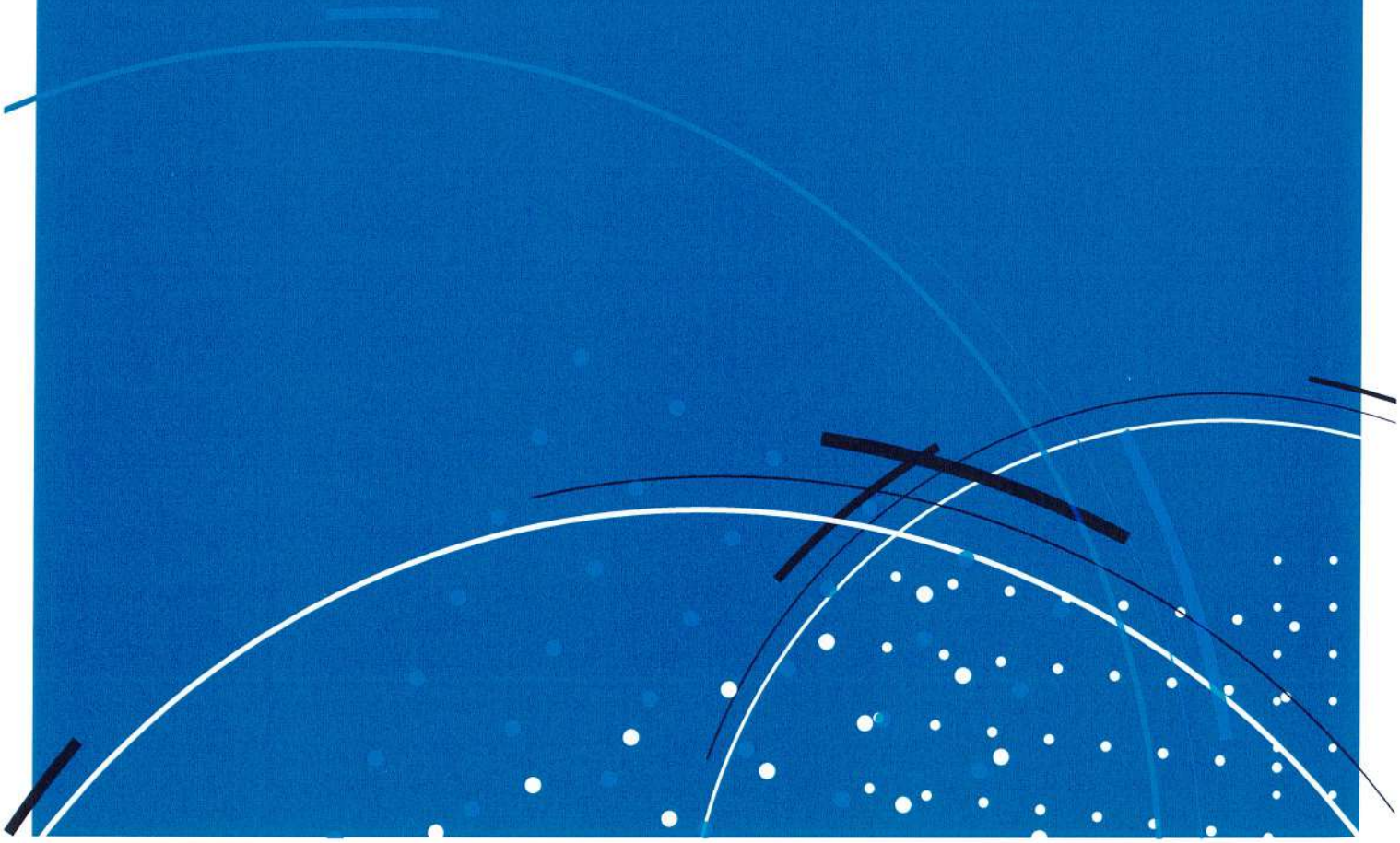
Sources :

- https://www.insee.fr
- http://www.nexstat.re
- https://www.btp-reunion.net/page/l-emploi-et-la-formation
- https://ville-data.com/logement/la-reunion-974

A noter : ces chiffres ne représentent pas ceux de La filière Bati Tropical,
qui notamment englobe les emplois des métiers de la maintenance mais exclut les emplois des travaux publics

REGION REUNION
www.regionreunion.com

Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII)



Financé par l'Union européenne

La nouvelle économie

La Réunion 2030